

# La politique pique-assiette des villes écolo-socialistes



**Document stratégique de l'UDC Suisse concernant le fossé  
villes-campagnes en Suisse**

**Berne, septembre 2021**

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| 1. Situation initiale .....   | 3  |
| 2. Le fossé villes-campagnes: une constante historique avec un potentiel conflictuel.....   | 5  |
| 3. L'idéologie urbaine des socialistes caviar et des écologistes donneurs de leçons.  | 7  |
| 4. Sur la voie vers une dictature écolo-socialiste: l'exemple de la stratégie climatique et énergétique de la ville de Lucerne..... | 9  |
| 5. Une redistribution dissimulée: les citoyens arnaquent la population des campagnes .....  | 11 |
| 6. La mauvaise gestion des villes – corriger enfin les incitations négatives.....   | 14 |
| 7. Privilèges et profiteurs: le nouveau féodalisme urbain.....  | 17 |
| 8. "Big Government" ou quand la démocratie commence à basculer .....  | 19 |
| 9. La complicité des médias.....  | 20 |
| 10. Conclusion et exigences.....  | 21 |

## 1. Situation initiale

Rarement une intervention aussi courte n'a déclenché autant de réactions que l'allocution du 1<sup>er</sup> août prononcée par Marco Chiesa, président de l'UDC Suisse, sur le thème du fossé villes-campagnes.<sup>1</sup> Le conseiller aux Etats tessinois y invitait la population à défendre la libre Suisse contre la politique des villes écolo-socialistes: "Les socialistes caviar et les donneurs de leçons écologistes des villes cherchent à prescrire aux autres Suisses comment ils doivent penser et vivre", a-t-il notamment déclaré. Les socialistes urbains observent avec mépris les habitants des campagnes – tout en vivant à la charge de ceux-ci. En conclusion, Marco Chiesa a annoncé que l'UDC allait combattre cette politique pique-assiette des villes de gauche dont la prospérité de surface n'empêche pas la dégradation de la société urbaine.

Ces termes percutants du président de l'UDC Suisse ont provoqué un vif débat. L'UDC s'est trouvé "un thème nouveau et porteur", a noté Rudolf Strahm, ancien conseiller national socialiste et ancien préposé à la surveillance des prix.<sup>2</sup> "La campagne de l'UDC contre les villes portera des fruits", a prophétisé le conseiller national du Centre Stefan Müller Altermann dans le quotidien zurichois "Tages-Anzeiger".<sup>3</sup> Le téléjournal de la télévision alémanique a rendu compte à plusieurs reprises de l'intervention de Marco Chiesa et il y a même consacré une analyse dans son édition principale du 8 août 2021.<sup>4</sup>

Ces réactions choisies au hasard révèlent à l'évidence que l'UDC a touché un nerf sensible en thématissant le fossé villes-campagnes.

Il s'agit effectivement d'un problème sérieux. Les citoyens de gauche vivent dans un autre monde que les populations campagnardes majoritairement de droite. Le pire est qu'ils cherchent à imposer au reste de la Suisse leur idéologie de la redistribution et leur mode de vie urbain. **Bénéficiant d'un arrêt de tram ou de bus quasiment devant leur porte, ils demandent à tous les autres habitants du pays de renoncer à leur voiture ou de la payer plus cher. Ces enfants gâtés de la politique de gauche se moquent complètement de savoir qu'un nombre important de personnes frappées par cette politique dépendent de leur moyen de transport individuel. C'est le cas de la majorité des habitants des régions rurales ou encore des PME.**

Voyons précisément l'exemple de la politique des transports. En multipliant les chicanes et en réduisant sans nécessité l'offre de places de parc, les villes de gauche se barricadent littéralement : une manière de faire comprendre que les petites gens des campagnes doivent rester à l'extérieur. On assiste à une renaissance symbolique des remparts moyenâgeux. L'interprétation idéologique de la mobilité divise la population entre gentils et méchants. **Alors qu'à la campagne les milieux de**

<sup>1</sup> <https://www.svp.ch/news/artikel/referate/die-freie-schweiz-gegen-die-links-gruenen-staedte-verteidigen/>. Video: <https://youtu.be/YgLzNEZNX0w>.

<sup>2</sup> «Das Klischee vom Graben zwischen Stadt und Land ist zu simpel» (cliché simpliste du fossé villes-campagnes), Tages-Anzeiger, 10.8.2021

<sup>3</sup> «Ein Spiel zuungunsten der Landbevölkerung» (un jeu au détriment des populations rurales), Tages-Anzeiger, 12.8.2021.

<sup>4</sup> <https://www.srf.ch/play/tv/tagesschau/video/tagesschau-vom-08-08-2021-hauptausgabe?urn=urn:srf:video:a6d571bc-b342-4f49-8ddd-74164282d92e>

**droite s'engagent depuis longtemps pour la multiplication des voies cyclables, les villes se servent de ces dernières pour fermer des routes au trafic automobile. En revanche, quand il s'agit de financer les coûts énormes des pistes et ponts cyclables, les automobilistes sont bons pour passer à la caisse et pour être ponctionnés par de nouvelles taxes sur l'essence et de parcage.** En ville de Berne, une heure de parcage coûte désormais 3 francs contre 2.20 jusqu'ici. Les voitures à essence ou diesel sont frappées de taxes de parcage plus élevées que les véhicules à propulsion alternative<sup>5</sup>. Le fait que nombre de personnes à revenu modeste n'ont pas les moyens de payer le prix d'une nouvelle voiture électrique n'intéresse pas cette gauche de luxe.

L'idéologie écolo-socialiste des citadins se reflète parfaitement dans leur comportement électoral : neuf des dix plus grandes villes de Suisse ont un gouvernement de gauche. Lugano est le dernier rempart de la droite politique urbaine. La tendance gauchisante de ces grandes concentrations démographiques influence de plus en plus les résultats des votations fédérales et cantonales. L'initiative contre les résidences secondaires et la loi sur la chasse illustrent parfaitement ce constat : les citadins cherchent à imposer aux régions rurales et de montagne des prescriptions qui ne touchent guère les villes. Quelques commentateurs ne manquant pas d'humour ont donc proposé que l'on lâche des loups dans les villes et des crocodiles dans le lac de Zurich. Parions que les ignorants romantiques de la nature qui vivent entourés de béton reviendraient à une appréciation plus réaliste de la situation !

Mais le conflit entre les villes et les campagnes ne s'alimente pas seulement de l'idéologie et de différences de modes de vie ; il se nourrit aussi de solides intérêts économiques. Comme le confirment les faits et chiffres présentés dans les chapitres suivants de ce document, les habitants des villes profitent en effet dans une mesure non négligeable des populations des campagnes. De ce point de vue, **le fossé qui se creuse entre les villes et les campagnes a une origine tout à fait rationnelle : les habitants des campagnes financent en bonne partie le socialisme de luxe dont profitent les citadins.** C'est une évidence : aussi longtemps qu'une population campagnarde laborieuse accepte de financer le mode de vie confortable des citadins, rien ne changera au niveau politique.

"L'air des villes rend libre", disait un proverbe du Moyen Âge. C'est désormais du passé : aujourd'hui la liberté et la responsabilité individuelle sont l'apanage des campagnes. Ce sont les milieux campagnards proches de la droite politique qui incarnent les valeurs libérales et, partant, les facteurs de succès de la Suisse. Aujourd'hui, il faut donc dire "L'air des campagnes rend libre !"

Ce document stratégique analyse aussi bien les dissensions latentes que les conflits ouverts entre les villes et les campagnes. Il met en évidence les problèmes que posent les villes dominées par la gauche et vivant dans une bulle de luxe à une Suisse marquée par les valeurs de la liberté et de la responsabilité individuelle qu'incarne la politique de droite. En guise de conclusion, ce document de fond présente des exigences politiques détaillées afin de corriger les dysfonctionnements les plus graves et de rééquilibrer les rapports entre les villes et les campagnes.

---

<sup>5</sup> <https://www.tagblatt.ch/news-service/inland-schweiz/parkgebuehren-besitzer-von-benzinautos-sollen-in-bern-kuenftig-mehr-bezahlen-als-e-autofahrer-ld.2177258>

Disons-le clairement une fois de plus: **les villes se terminent à leur frontières politiques. Toutes les autres communes – des agglomérations aux villages de montagne – appartiennent à la campagne.** Ce document ne vise donc pas du tout les villes ou la population citadine en général. Il se limite à relever des excès de la politique pique-assiette pratiquée par les grands centres urbains sous contrôle écolo-socialiste. Et son but est aussi de soutenir la population campagnarde éprise de liberté ainsi que les contribuables des campagnes – mais aussi des villes!

## **2. Le fossé villes-campagnes : une constante historique avec un potentiel conflictuel**

Les tensions entre les villes et les campagnes sont aussi anciennes que la Confédération. Des cantons comme Zurich, Lucerne ou Berne étaient partagées en deux zones : les seigneurs de la ville régnaient sur leurs sujets de la campagne. Ces cantons étaient appelés cantons citadins alors que, par exemple, Uri, Schwyz, Unterwald ou Glaris étaient considérés comme des cantons campagnards. Ces derniers offraient, grâce à leurs "landsgemeinde", un droit de participation démocratique à la large population. A la suite de la mise en place de seigneuries territoriales par les cantons-villes et par Genève, les rapports ville-campagne sont devenus au cours du 14<sup>e</sup> et du 15<sup>e</sup> siècle des rapports de seigneurs à sujets, régime qui s'est notamment exprimé par les bailliages, la fiscalité et les obligations militaires, lit-on en substance dans le Lexique historique de la Suisse.<sup>6</sup> C'est dire que depuis toujours les ruraux ont trimé pour les citadins.

En l'an 1481 il a fallu l'intervention de St-Nicolas de Flue pour apaiser le conflit entre cantons citadins et campagnards et permettre l'adhésion de Fribourg et de Soleure à la Confédération (voir la convention de Stans). Plus récemment, l'opposition ville-campagne s'est accentuée à cause des prétentions seigneuriales des villes au point qu'on a assisté à des soulèvements dans les campagnes. L'un des points culminants de ces troubles fut la guerre des paysans de 1653.

Des conflits de la sorte ont éclaté à maints endroits vers la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. Sous l'influence d'une industrialisation débutante et de la révolution française, des petits entrepreneurs ruraux, comparables aux PME d'aujourd'hui, ont réclamé la liberté du commerce, l'égalité des droits politiques des villes et des campagnes ainsi que la suppression des charges foncières de type féodal.<sup>7</sup> En 1833 la campagne bâloise s'est séparée de la ville pour échapper aux privilèges urbains et à la mise sous tutelle de la population campagnarde par l'autorité de la ville de Bâle.

La ligne de fracture qui s'étire entre les citadins et les campagnards fait donc partie de l'histoire de la Confédération au même titre que les si souvent cités "barrière de rösti ou de la polenta". Cela dit, **un artisan du canton de Vaud est sensiblement plus proche par sa conception du monde et ses idées politiques de son collègue professionnel alémanique ou tessinois que d'un socialiste caviar fonctionnarisé de la ville de Lausanne.**

Les différends ne s'expriment sans doute plus de manière aussi brutale qu'autrefois, mais ils n'ont nullement disparu. Bien au contraire : l'impression se confirme de plus

---

<sup>6</sup> <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/007881/2015-04-22/>

<sup>7</sup> <https://hls-dhs-dss.ch/de/articles/025759/2011-03-24/>

en plus que les citoyens s'éloignent des campagnes. Le signe le plus évident confirmant ce constat est qu'aujourd'hui presque toutes les grandes villes de Suisse se sont définitivement installées dans le camp politique de gauche, chose impensable il y a quelques décennies. Un exemple frappant : libérale-radical pendant des générations, la ville de Lucerne a récemment basculé dans le camp écolo-socialiste.<sup>8</sup>

Considérer le fossé ville-campagne comme inexistant ou négligeable, c'est fermer les yeux devant la réalité. Incité par le discours du 1<sup>er</sup> août du président de l'UDC Suisse Marco Chiesa, l'institut de recherche GFS Berne a examiné les différences entre les comportements électoraux des villes et des campagnes. Voici le résultat de l'analyse des quelque 350 votations populaires fédérales des 30 dernières années : l'écart moyen entre les Suissesses et Suisses des villes et des campagnes est de 8 points-%.<sup>9</sup> Mais le clivage est bien plus profond lors de certaines votations particulières : lors du scrutin sur l'initiative "Protection contre la violence des armes" (2011), la différence était de près de 20 points-%. Dans les années 1980, on a régulièrement relevé des différences de l'ordre de 30 points-%. Du point de vue des thèmes, les différences sont surtout importantes quand il s'agit de politique du logement, de transport, agricole ou encore de questions de globalisation, constate la politologue Chloé Jans chargée par la télévision alémanique SRF de réaliser cette étude.

La tendance est claire : **le clivage politique entre les villes et les campagnes s'est approfondi ces dernières années**<sup>10</sup>. Sur la base d'une étude qu'il avait commandée à l'Office fédéral de la statistique, le quotidien zurichois NZZ titrait en 2017 déjà "Stadt-Land-Graben tritt häufiger auf" (le fossé ville-campagne se manifeste plus souvent).<sup>11</sup> Cette étude comparait les cinq plus grandes villes de Suisse avec un groupe de près de 800 communes rurales et agricoles. Durant la période prise plus particulièrement en considération, soit 2013 à 2017, une dite polarisation de plus de 20 points-% s'est produite lors de 17 votations sur 46. En d'autres termes, dans près de 37 % des scrutins, soit plus d'un tiers, les résultats des consultations populaires se distinguent massivement !

Il ne s'agit pas là d'acrobaties statistiques que l'on pourrait négliger. Ces différences influencent souvent directement les résultats de votations sur des projets capitaux. En février 2016, les grandes villes ont refusé avec 76 % des voix l'initiative de mise en œuvre du renvoi des criminels étrangers alors que les communes rurales l'ont acceptée avec 52% des voix. Le rapport de voix était semblable lors du scrutin sur le projet de naturalisation facilitée (2017). Plus des trois quarts des citoyens l'ont approuvé alors que les votants des campagnes l'ont accepté de justesse, soit avec 51% des voix. La différence était semblable pour la loi sur l'énergie votée en 2017.

Durant les dernières décennies écoulées les principales différences villes-campagnes ont été notées pour les projets concernant l'agriculture, l'écologie et les transports (par exemple, la taxe poids lourds). Ce clivage sociogéographique divise également la Suisse lors de votes concernant les étrangers et la politique européenne – de

---

<sup>8</sup> <https://www.nzz.ch/schweiz/wie-die-liberale-stadt-luzern-nach-links-kippte-ld.1341186>

<sup>9</sup> <https://www.srf.ch/play/tv/tagesschau/video/tagesschau-vom-08-08-2021-hauptausgabe?urn=urn:srf:video:a6d571bc-b342-4f49-8ddd-74164282d92e>

<sup>10</sup> Insbesondere durch den immer stärker werdenden Bevormundungsdrang aus den linksgrünen Städten mit ihrem privilegierten und fremdfinanzierten Lifestyle.

<sup>11</sup> <https://www.nzz.ch/schweiz/stadt-land-graben-tritt-haeufiger-auf-ld.1342776>

l'adhésion à l'EEE (1992) à l'initiative contre les minarets (2009), en passant par les accords de Schengen/Dublin (2005).

En résumé on constate que ce sont précisément les thèmes les plus controversés de la politique suisse de ces dernières années – Europe, étranger, environnement – qui ont provoqué les dissensions les plus graves entre les villes et les campagnes. De plus en plus souvent ce sont les agglomérations, qu'on ne peut clairement attribuer au schéma "gauche contre droite", qui font pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Les agglomérations ont approuvé la limitation de l'immigration de masse (2014) alors que dix ans plus tôt ils avaient admis la libre circulation des personnes avec l'UE.

### **3. L'idéologie urbaine des socialistes caviar et des écologistes donneurs de leçons**

Cette différence entre les comportements électoraux des villes et des campagnes n'est pas le fruit du hasard. Ces deux espaces sont habités par des milieux ayant des expériences et des identités différentes. L'un des traits fondamentaux du milieu urbain consiste en cette arrogance moralisatrice que la politicienne allemande Sarah Wagenknecht, membre de "Die Linke", parti qui a pris la succession dans l'Allemagne unifiée de l'ancien parti communiste est-allemand, reproche à ses camarades dans son livre "Die Selbstgerechten"<sup>12</sup> (les suffisants). Qualifiant ses collègues de parti d'enfants gâtés, la politicienne a baptisé ce mouvement "la gauche lifestyle".

Cette gauche fait du vélo, conduit des Tesla, achète des produits bio chers, travaille à temps partiel dans des espaces coworking à la mode, distribue des étoiles antisexistes et propage des idées politiques hypercorrectes. "Urbain, divers, cosmopolite, individualiste – être à gauche est aujourd'hui pour beaucoup de gens avant tout une question de style de vie", relève à ce propos la maison d'édition de Sarah Wagenknecht, ajoutant que l'auteure propose "une alternative à un libéralisme de gauche qui se prétend progressiste, mais qui continue de diviser la société parce qu'il ne s'intéresse qu'à son propre milieu et ignore la discrimination basée sur l'origine sociale". Ou, pour prendre les termes de Sarah Wagenknecht (traduction de l'allemand) : "La gauche lifestyle disperse la société."<sup>13</sup>

**L'aspect tristement ironique de cette gauche de luxe, qui se prétend tellement tolérante, est que, du haut de ses convictions morales, elle propage elle-même une attitude bornée et intolérante. Le monde entier devrait se comporter comme elle. Celles et ceux qui osent être d'un autre avis sont assommés à coups de batte moralisatrice et marqués au fer rouge du sexisme ou du racisme.** Sarah Wagenknecht s'en prend à ce propos aux tenants de la gauche lifestyle "qui s'arrogent le droit de prescrire aux autres gens comment ils doivent vivre, manger, parler et penser". Cette réflexion n'est pas sans rappeler le débat concernant la loi sur le CO2.

Dans ce contexte il faut rappeler une autre caractéristique de cette gauche de luxe, ladite "cancel culture" ou, traduit en français, la culture d'effaçage ou de censure. En

<sup>12</sup> Sahra Wagenknecht: Die Selbstgerechten. Mein Gegenprogramm – für Gemeinsinn und Zusammenhalt (Les suffisants. Mon contre-programme pour le sens de la communauté et la cohésion). Frankfurt/New York 2021.

<sup>13</sup> <https://www.srf.ch/news/international/gender-statt-mindestlohn-die-selbstgerechten-wagenknecht-attackiert-lifestyle-linke>

clair, une personne qui ose exprimer une opinion indésirable ou divergente est bannie de la société pour cause morale. Nous nous situons là à l'opposé d'un débat démocratique vivant et ouvert.

Ce rigorisme moralisateur étriqué n'hésite même pas à réviser l'histoire. Zurich, la plus grande ville de Suisse, enlève officiellement les statues de héros du passé tombés dans la disgrâce et fait recouvrir de peinture des inscriptions sur des façades de maison comme "Zum Mohren" (Maison du Noir). Ces iconoclastes modernes ignorants ne savent sans doute pas que le terme allemand de "Mohr", placé dans son contexte historique, n'avait pas une connotation négative, mais bien au contraire positive.<sup>14</sup>

**Pour Sarah Wagenknecht, les membres de la gauche lifestyle qui vivent dans leurs bulles urbaines ont perdu toute conscience des vrais problèmes – donc aussi tout rapport avec la clientèle originale de la politique de gauche, c'est-à-dire les couches sociales inférieures:** "Nous ignorons les préoccupations des gens lorsque nous ouvrons des débats prétentieux sur des régimes linguistiques et des questions de style de vie en pleine période de pandémie Covid-19 alors que les gens ont des problèmes sociaux autrement plus graves" (traduction).

Ce constat est sur la même ligne que l'appréciation de Rudolf Strahm. Lui aussi regrette que les socialistes de luxe et de salon des villes ignorent tout des problèmes des travailleurs (voilà d'ailleurs pourquoi ces derniers votent depuis longtemps pour l'UDC). Il décrit comme suit cet éloignement : "Ce qui compte, dans la pratique industrielle et commerciale, c'est ce qu'on réalise ; chez les 'intellectuels', ce qui compte, c'est ce que l'on raconte" (traduction).<sup>15</sup>

Rudolf Strahm se dit irrité par l'"accueil sans réserve" de migrants dans les grandes villes où l'on protège des requérants d'asile déboutés au niveau du droit fédéral et qui n'ont donc plus aucun droit de séjour. La population des campagnes et des agglomérations n'est pas simplement xénophobe comme les citadins gauchistes aiment le lui reprocher. En revanche, elle est d'avis que "l'on est également en droit d'attendre des requérants d'asile qu'ils fassent un effort et respectent une législation de séjour basé sur les principes de l'Etat de droit" (traduction).<sup>16</sup>

La conclusion est claire : avec leur idéologie des frontières ouvertes et leur romantisme multiculturel, dont les effets néfastes sont aujourd'hui avérés, la gauche lifestyle des villes contribue largement à la désintégration de l'Etat de droit et aux abus massifs du droit d'asile par des profiteurs et d'autres migrants économiques. Les villes de gauche accueillent ces parasites à bras ouverts.

La prise du pouvoir par les talibans en Afghanistan a déclenché une véritable surenchère : les villes et élus écolo-socialistes se surpassent en propositions d'accueillir des milliers d'Afghans en Suisse. Le conseiller national socialiste Fabian Molina exige l'admission de 10'000 Afghans en Suisse. Les conséquences de cette immigration incontrôlée devront être supportées par la population qui subira l'arrivée en masse de personnes difficilement intégrables, potentiellement terroristes et

---

<sup>14</sup> <https://linth24.ch/articles/66664-dr-gut-mohren-unerwuenscht>

<sup>15</sup> «Das Klischee vom Graben zwischen Stadt und Land ist zu simpel», (le cliché du fossé entre villes et campagnes est trop simpliste) Tages-Anzeiger, 10.8.2021.

<sup>16</sup> Ebd.



violents. Le principal profiteur de cette immigration sera l'industrie du social et de l'asile contrôlée par la gauche écologiste. Rappelons que Molina est président de l'œuvre d'entraide Solidar Suisse qui est financé par l'argent des contribuables.

**Le fait est que les véritables problèmes des gens intéressent de moins en moins les bulles écolo-socialistes urbaines. En lieu et place, les socialistes de luxe et les éologistes donneurs de leçons s'ébattent sur des terrains de jeu aussi idéologiques que dérisoires comme la politique des genres, la limitation à 30 km/h ou encore l'hystérie climatique.** Et c'est sans parler de la constante création de nouveaux groupes de prétendues victimes dont le principal objectif est d'obtenir la qualité de discriminés pour pouvoir réclamer de l'argent à l'Etat. La rééducation du peuple par la gauche écologiste ne s'arrête pas devant la cuisine : la cantine de l'Université de Lucerne n'offre plus que des menus végétariens.<sup>17</sup> Il va de soi que l'on cherche également à faire passer le goût de la viande au reste de la population. Le même objectif est poursuivi par l'écologisation de l'agriculture qui discrimine de plus en plus l'élevage d'animaux.

#### **4. Sur la voie vers une dictature écolo-socialiste: l'exemple de la stratégie climatique et énergétique de la ville de Lucerne**

La stratégie climatique et énergétique adoptée par la ville de Lucerne le 13 août 2021 est une parfaite illustration de cette tendance des villes écolo-socialistes à prescrire à la population comment elle doit vivre. **Le refus par le peuple suisse de la loi sur le CO2 ne remontait qu'à deux mois, mais cela n'a nullement empêché le gouvernement rouge-vert de la ville de proposer une stratégie encore plus sévère : le train de mesures contre les émissions de CO2 se compose d'interventions et d'interdictions drastiques qui provoqueront des coûts immenses et uniques dans l'histoire de cette ville.** "Il n'y a guère eu dans le passé un projet ayant des effets financiers comparables à ceux de cette stratégie", relève le gouvernement de la ville dans son communiqué de presse du 13 août 2021.

Pour les seules neuf années à venir, Lucerne prévoit des charges supplémentaires de 190 millions de francs. Les contribuables et habitants seront sévèrement ponctionnés pour alimenter le fonds énergétique moyennant une hausse de la taxe de concession des réseaux de distribution urbains et un dit centime pour le climat.

A ces dépenses s'ajouteront les "coûts de la mise en œuvre des mesures imposées aux tiers", annonce en passant l'exécutif lucernois. En clair, les propriétaires immobiliers et les entreprises doivent s'attendre à une augmentation massive de leurs charges. Les dépenses supplémentaires qui attendent l'économie et les habitants sont estimés à 370 millions de francs jusqu'en 2030, estime la municipalité.

Mais ce n'est pas tout : pour "renforcer la communication avec la population" et "obtenir un large soutien à ce profond processus de transformation", la ville de Lucerne a l'intention de créer plus de huit postes de fonctionnaires supplémentaires, certains à titre définitif, d'autres temporairement, avec les conséquences financières correspondantes. **En clair : pour réduire la population et la maintenir**

---

<sup>17</sup> <https://www.tagesanzeiger.ch/die-uni-luzern-provoziert-mit-einem-menue-diktat-411650258944>

**strictement sur la ligne idéologique de l'écolo-socialisme, la ville se dote d'une vaste centrale de propagande.**

Pourquoi ces efforts de propagande sont-ils nécessaires ? Il suffit de considérer les mesures envisagées pour comprendre :

- réduction à zéro des émissions de gaz à effet de serre dans toute la ville d'ici à 2040;
- réduction de moitié des besoins d'énergie, soit de 4000 watts actuellement par habitant à 2000 watts d'ici à 2050;
- extension massive de l'électricité solaire;
- réduction du trafic (seules les voitures privées sont concernées) de 15% jusqu'en 2040 par rapport à 2010;
- remplacement de toutes les voitures à moteur à combustion immatriculées en ville de Lucerne d'ici à 2040 également.

**Les autorités municipales lucernoises savent très bien que les objectifs de leur stratégie climatique et énergétique ne peuvent être atteints que moyennant des contraintes massives et des interdictions.** Par exemple, les voitures à combustion seront complètement bannies de la ville. L'article 5 du règlement énergétique serait complété par un nouvel alinéa 3 stipulant que jusqu'en 2040 tous les véhicules immatriculés en ville de Lucerne devront être munis d'une propulsion électrique ou alternative. Des interdictions sont également prévues dans le domaine du chauffage. L'installation de chauffages au mazout ou au gaz sera interdite pratiquement sans exception. Lucerne s'inspire en cela de l'exemple de Bâle où ce procédé aurait "fait ses preuves".<sup>18</sup>

La déclaration de guerre écolo-socialiste au trafic motorisé individuel ne s'arrête pas à une décarbonisation complète de la mobilité imposée d'en-haut.<sup>19</sup> A côté du passage forcé aux véhicules électriques, les possibilités de parcage seront massivement réduites. "Jusqu'en l'an 2040, le conseil municipal entend supprimer une place de parc sur deux dans l'espace public et mettre à disposition ces surfaces à la gastronomie de boulevard, à des espaces verts écologiquement précieux et utiles au climat de la ville, aux piétons, aux cyclistes et aux transports publics."

C'est dire que ce gouvernement de gauche n'hésite pas à violer la propriété privée : les "places de parc surnuméraires" des particuliers devront être "supprimées" ou "cédées".<sup>20</sup>

Ce procédé est typique pour les villes écolo-socialistes et on assiste à des projets semblables à Zurich, Berne et Bâle. Il comporte toujours des interventions massives dans la liberté du commerce et les droits fondamentaux. L'UDC entend combattre

---

<sup>18</sup> Klima- und Energiestrategie, Faktenblatt 2: «Massnahmenplanung», p. 2.

<sup>19</sup> Klima- und Energiestrategie, Faktenblatt 1: «Neue Strategische Zielsetzungen der Stadt Luzern», p. 4.

<sup>20</sup> Faktenblatt 2, p. 3.

cette culture de l'interdiction hostile à la liberté et antisociale imposée par une gauche urbaine élitare. Il faut empêcher que la Suisse évolue vers une dictature écologiste.

Onéreuses au point de donner le vertige, les expériences écologiques des villes de gauche sont aussi problématiques parce qu'elles sont financées en bonne partie par une population campagnarde qui refuse la politique écolo-socialiste de mise sous tutelle des citoyens. Ce thème est traité dans le chapitre suivant.

## 5. Une redistribution dissimulée : les citoyens arnaquent la population des campagnes

La gauche urbaine lifestyle ne finance pas seule son onéreux mode de vie. Elle ne peut s'offrir ce luxe que parce que la population des campagnes le cofinance pour une bonne part. On assiste en effet à une forte redistribution des moyens financiers des campagnes vers les villes. Cette réalité n'est guère évoquée dans le débat public. **Pourtant, les charges financières imposées à la population rurale pour financer les expériences climatiques coûtant des milliards voulues par les villes de gauche augmenteront sensiblement à l'avenir.** L'exemple de la ville de Lucerne en donne un avant-goût.

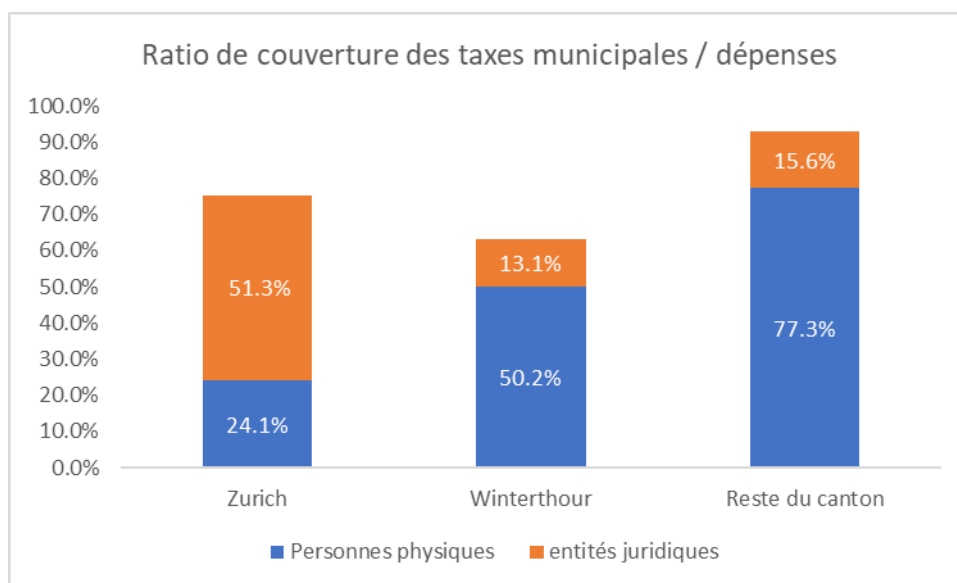
Une étude détaillée menée par l'UDC du canton de Zurich a donné des résultats en partie surprenants, mais qui seront certainement confirmés par d'autres cantons possédant des grandes villes :

- les contribuables des villes de Zurich et, surtout, de Winterthur sont plus souvent exemptés de l'impôt fédéral direct que ceux des campagnes. Un contribuable de la campagne paie en moyenne plus d'impôt fédéral direct qu'un citadin.
- le revenu imposable dans les villes est nettement inférieur à celui relevé dans le reste du canton. Pourtant, les employés domiciliés dans la ville de Zurich gagnent plus que ceux habitant le reste du canton. Cette différence s'explique par le fait que le travail à temps partiel est plus fréquent en ville. Le tableau suivant indique le taux d'activité en équivalents plein-temps pour les deux sexes en ville de Zurich et dans le reste du canton pour l'année 2019.

| 2019   | Ville de Zurich | Ø Canton restant |
|--------|-----------------|------------------|
| Hommes | 72,2%           | 92,2%            |
| Femmes | 54,3%           | 67,1%            |

Source : Enquête suisse sur la population active (ESPA)

- les personnes morales supportant une plus forte part de l'impôt communal dans les villes, les services publics offerts aux citoyens paraissent moins chers qu'ils le sont en réalité.



Sources : Département de finances, Département des municipalités, calculs propres.

Voilà également une belle illustration de la double moralité de la gauche urbaine qui n'a de mots assez durs pour critiquer la méchante économie privée, mais qui prend volontiers l'argent des entreprises performantes. En ville de Zurich, elle vit de la branche des banques et des assurances ; à Genève elle prend l'argent des marchands de matières premières ; quant à la ville de Bâle, elle serait depuis longtemps en faillite sans son industrie chimique.

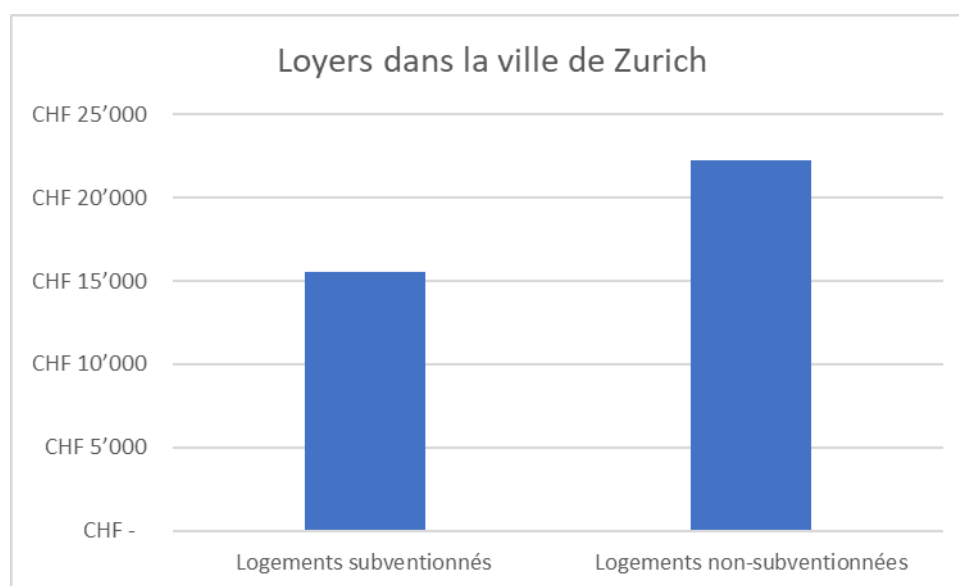
- les contribuables de la campagne sont beaucoup plus enclins à l'effort économique que les citadins. Via les impôts cantonaux frappant les personnes physiques, la population rurale finance pour une bonne part la population citadine. **Un exemple chiffré : un contribuable de la ville de Zurich a payé en 2017 en moyenne un impôt cantonal de 4525 francs alors que ce montant n'était que de 3301 francs en ville de Winterthour. Le contribuable moyen du reste du canton était redevable à ce titre d'une somme de 5173 francs.** Par rapport à la population campagnarde le citadin (Zurich et Winterthour réunies) est donc en retard de 882 francs.<sup>21</sup>
- via la compensation des charges des grands centres, les communes rurales subventionnent les villes. Zurich et Winterthour touchent à ce titre près de 484 millions de francs. Conclusion : chaque habitant des autres communes verse 505 francs par an aux habitants des grandes villes.
- les villes bénéficient largement de la péréquation financière cantonale.
- les habitants des villes paient nettement moins d'impôts que ce qui serait nécessaire pour financer les prestations publiques dont ils bénéficient. En chiffres<sup>22</sup>: aux trois niveaux de l'Etat (Confédération, canton, communes) on relève pour les personnes physiques de la ville de Zurich un découvert de 1900 francs par tête, montant égal à 16,2% de l'impôt total versé. Dans la ville traditionnellement de gauche de Winterthour, ce manque à gagner atteint même 4180 francs par contribuable. Cela fait 47,6%, soit presque la moitié de la totalité des impôts versés ! La situation est très différente dans le reste du canton où les contribuables génèrent un excédent de 1121 francs par tête

<sup>21</sup> Source: département des finances, parlement municipal, propres calculs.

<sup>22</sup> Tous ces chiffres correspondent à la dernière année disponible, soit 2017.

(8,6%). Au moins la moitié du découvert produit par les deux grandes villes est financée par la population rurale via la péréquation financière cantonale.

- la population citadine touche une part totalement disproportionnée des fonds destinés aux prestations complémentaires de l'AVS et à la réduction des primes d'assurance-maladie qui sont financées par la Confédération et le canton.
- les villes sont les principaux acteurs dans les domaines de la construction de logements sociaux et de la garde extrafamiliale des enfants. En ville de Zurich, un logement sur cinq est financé de la sorte. Il en résulte pour les bénéficiaires de ces logements une économie annuelle moyenne d'environ 6700 francs par rapport à un loyer normal du marché pour un appartement urbain moyen. Ce facteur renforce la disproportion existante entre les impôts versés par les citadins et les prestations auxquelles ils ont droit.



Source : loyer moyen pour un logement moyen (84.75 m<sup>2</sup>), Broder (2018)

- la garde extrafamiliale des enfants est également une affaire principalement urbaine. La ville de Zurich dépense presque dix fois plus que les autres communes du canton pour les institutions d'accueil de jour des enfants et les crèches.
- les villes sont des hydres dont les charges atteignent un multiple de celles des autres communes. L'aide sociale est révélatrice à ce propos : cette charge est deux fois élevée dans les grandes villes que dans le reste du canton. La règle est simple : plus la commune est petite, plus le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale est proportionnellement petit. **En ville de Bienne, 10,7% de la population touche l'aide sociale contre 3,2% en moyenne nationale<sup>23</sup>. Une étude réalisée en 2015 confirme que cette quote-part record de l'aide sociale est en bonne partie provoquée par les autorités elles-mêmes.** Les experts ont donné des notes désastreuses au service social : contrôles lacunaires, lignes directrices rudimentaires, gestion principalement informelle et orale, les bénéficiaires de l'aide sociale échappant pratiquement à tout contrôle. Enfin, l'enquête a révélé que les interventions contre les abus

<sup>23</sup> Ces chiffres se réfèrent à l'année 2019.

dépendaient essentiellement de l'état d'esprit des collaboratrices et collaborateurs du service social !<sup>24</sup>

- sur la base dudit bilan fiscal ajusté qui tient également compte de la différence au niveau des dépenses sociales, on constate que les habitants des grandes villes de Zurich et de Winterthur ne paient pas, beaucoup s'en faut, par leurs propres impôts toutes les prestations publiques dont ils bénéficient : le découvert est estimé à 1,2 milliard de francs. En répartissant ce montant entre les contribuables, on constate qu'une contribuable de la ville de Zurich devrait payer 2515 francs de plus d'impôts pour couvrir les prestations dont il profite. A Winterthur, ce découvert atteint même 4795 francs par contribuable. La situation est juste inverse dans le reste du canton où chaque contribuable paie 1481 francs de trop par rapport aux prestations publiques qu'il peut revendiquer.
- voici encore un autre chiffre frappant dans ce contexte : les contribuables de la ville de Winterthur ne couvrent même pas les deux tiers (64,7%) des dépenses publiques dont ils bénéficient.

**Ces réalités économiques illustrent la profondeur du fossé villes-campagnes et le potentiel de conflit politique qui en résulte. La gauche aime à réclamer bruyamment une plus grande transparence financière à tous les niveaux. Le moment est venu de faire aussi toute la lumière sur le financement des villes,** un aspect essentiel de la collectivité publique. Il est urgent de débattre ouvertement de la vérité des coûts et de la vérité fiscale dans les rapports entre les villes et les campagnes.

## 6. La mauvaise gestion des villes – corriger enfin les incitations négatives

L'affaire suivante a récemment fait la une des journaux : Roberto Rodriguez, président de la circonscription scolaire Uto et membre du parti socialiste de la ville de Zurich, s'est fait élire dans sa propre circonscription au poste de directeur d'école. Il s'est acquis les voix nécessaires à cette élection dans un organe auquel il appartient lui-même.<sup>25</sup> Le plus scandaleux dans cette affaire, c'est que Rodriguez touche une indemnité de départ de 650'000 francs pour ce changement de poste volontaire.

C'est le système qui veut que les petits copains de la gauche urbaine puissent librement piller la caisse de la ville. Ces incitations négatives doivent absolument être corrigées. L'affaire Rodriguez n'est pas un cas isolé. La gauche de luxe des villes considère d'une manière générale les finances publiques comme un self-service. Voici quelques exemples illustrant ce propos:

- révélée en 2018, l'affaire concernant le service d'élimination et de recyclage des déchets est un concentré de dysfonctionnements, en partie même en dehors de la légalité. Des millions de francs dissimulés, une BMW de 300 ch comme voiture de service et une caisse noire pleine à craquer, tout cela n'était qu'un début. Plus de 15 millions de francs de coûts supplémentaires ont été cachés lors de la construction du centre logistique de Hagenholz moyennant des faux

<sup>24</sup> «Beat Feurer hat kein leichtes Erbe angetreten» (Beat Feurer assume un lourd héritage), Berner Zeitung 27.1.2015, p. 2

<sup>25</sup> «Ein Genosse unter Abzockerverdacht» (un camarade soupçonné d'arnaque), NZZ, 22.7.2021.

comptes et la disparition de 132 documents. Les collaborateurs qui posaient des questions critiques ont été réduits au silence et expulsés de leur fonction.

- autre exemple : l'utilisation abusive de logements sociaux urbains. En ville de Berne, plusieurs politiciens socialistes bien connus se sont installés confortablement dans des appartements subventionnés. Le copinage socialo-écologiste fonctionne à merveille. **En ville de Zurich, il a été révélé que la directrice de l'office du personnel, qui touche un salaire annuel de 287'000 francs, habite un logement municipal directement au bord de la Limmat au loyer sympathique de 1557 francs brut par mois. Les fonctionnaires aussi savent s'offrir des avantages.**<sup>26</sup> Il est évident que des logements subventionnés sont accordés selon le même système dans d'autres villes. La préférence est toujours donnée à la clientèle politique complaisante. Le sans-gêne avec lequel la gauche écologiste urbaine privilégie aux frais des contribuables sa clientèle politique est absolument unique. Le principe est bien connu : un chien ne mord pas la main de celui qui le nourrit.
- la compagnie de transport de Lucerne a comptabilisé des années durant des bénéfices tirés de l'exploitation subventionnée pour pouvoir verser des dividendes d'un montant d'un million de francs à la ville. La réalisation des objectifs bénéficiaires a également servi à calculer les parties variables des salaires de l'élite municipale qui siège au conseil d'administration de la compagnie de transport – un modèle unique au monde, comme devait le constater le quotidien zurichois NZZ.<sup>27</sup>
- lesdites régions sociales définies dans le canton de Soleure sont un autre exemple frappant de la mauvaise gestion urbaine au détriment de la population des campagnes. Cette réforme a été lancée par l'ancien conseiller d'Etat socialiste Peter Gomm qui était alors président de la conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales.<sup>28</sup> On a ainsi introduit un modèle de financement qui force les communes à participer massivement au coût des nombreux bénéficiaires de l'aide sociale des villes. Le principe de causalité étant ainsi annihilé, il n'existe plus aucune incitation à faire des économies. Résultat : les charges sociales des collectivités publiques échappent à tout contrôle. Là encore, le système du donnant-donnant profite à fond à la gauche politique.
- la situation n'est guère meilleure dans le canton de Berne. En ville de Bienne, où l'aide sociale est portée à son comble, ces contributions n'absorbent pas moins que 80% des recettes fiscales !<sup>29</sup> Poussant à la ruine n'importe quelle collectivité, cette situation devrait logiquement susciter des réformes. Il n'en est rien à Bienne. Le canton de Berne et les communes rurales supportant les excès sociaux de la ville du bout du lac, celle-ci peut joyeusement continuer sur cette voie.

---

<sup>26</sup> <https://www.watson.ch/gesellschaft%20&%20politik/immo/865009598-sp-politiker-als-profiteure-bern-vermietet-stadt-wohnungen-zu-guenstig>  
<https://www.20min.ch/story/guenstige-stadtwohnung-fuer-bundesrats-schwester-930978639071>

<sup>27</sup> «Eklat bei den Verkehrsbetrieben Luzern» (éclat dans la compagnie de transport de Lucerne), NZZ, 21.11.2020.

<sup>28</sup> «Solothurner Sozialfilz» (le copinage social soleurois), Weltwoche no 17/15.

<sup>29</sup> <https://www.blick.ch/politik/sozialhilfe-frisst-80-prozent-der-steuern-biel-in-der-fuersorge-falle-id3093815.html>

La liste des exemples de grandes villes qui vivent comme des parasites aux frais des communes rurales peut être allongée à souhait. Quand il s'agit de transférer lesdites charges de centre, l'imagination des villes n'a pas de limite. Voyons l'exemple de la ville de Berne :

- Berne attribue le déficit d'exploitation (61'000 francs) des stations de vélos dans l'espace urbain aux charges de centre alors que le trafic cycliste provient principalement des habitants du centre.
- même procédé concernant la contribution à l'auberge de jeunesse municipale (134'000 francs), si bien que cette dernière est privilégiée par rapport à toutes les autres auberges de jeunesse du canton.
- le même sans-gêne prévaut concernant la comptabilisation de la promotion urbaine du sport en tant que "charge de centre". Comme si les habitants du Simmental ou de l'Emmental venaient faire du sport en ville de Berne ! La justification donnée par le Conseil exécutif à cette comptabilité pour le moins créative est révélatrice : "La promotion du sport de la ville de Berne sera désormais considérée comme charge de centre, car les villes de Bienne et de Thoune ont également pu en faire autant."<sup>30</sup> Le raisonnement est simple : **"Qui donc s'intéresse de savoir si c'est équitable ou non ? Si d'autres villes tirent l'argent des poches de la population campagnarde, nous pouvons en faire autant."**

Voici encore un autre exemple tiré de la votation cantonale zurichoise de 2020 sur le fonds routier :

- le 27 septembre 2020 le peuple zurichois a été appelé à voter sur une initiative parlementaire soutenue par la gauche écologiste concernant le fonds routier. Jusque-là le fonds servait exclusivement à financer le réseau routier cantonal et il était et il est toujours financé exclusivement par les usagers motorisés de la route (impôt sur les véhicules à moteur ainsi que part cantonale à l'impôt sur les huiles minérales et à la RPLP). Cette initiative exige qu'un cinquième au moins des recettes annuelles de quelque 500 millions de francs soit affecté aux routes communales. Cette disposition favorise nettement les grandes villes, parce que la répartition entre les communes est basée sur la longueur du réseau routier communal. Les villes de gauche dépensent cet argent par exemple pour aménager des voies cyclables.
- le souverain cantonal zurichois a accepté le projet avec une majorité de 55,23% des voix. Le taux d'approbation a atteint 61,02% à Zurich et 61,76% à Winterthur alors que de nombreuses communes rurales ont refusé le projet. Les habitants des campagnes dépendent beaucoup plus de leurs voitures que ceux des villes. Le nombre d'automobiles par habitant est d'ailleurs presque deux fois plus élevé à la campagne qu'en ville.

---

<sup>30</sup> Réponse du Conseil exécutif bernois du 24.6.2020 à l'IP Krähenbühl (UDC) Nr. 013-2020.



Cette sélection d'exemples prouve que les villes ne ratent pas une occasion et n'ont aucune gêne quand il s'agit de déplacer leurs charges sur les habitants des campagnes. Les communes et les contribuables restant du canton souffrent des négligences financières et de l'arrogante mentalité self-service des élites urbaines. Ce transfert systématique de charges et des responsabilités doit cesser.

## 7. Privilèges profiteurs : le nouveau féodalisme urbain

Les seigneurs font trimer leurs serviteurs. C'est une fort ancienne tradition que les couches privilégiées de la société s'offrent un confortable niveau de vie sur le dos de la population restante. Ce principe féodal renaît aujourd'hui sous une forme nouvelle : une cour de privilégiés et de profiteurs s'est constituée dans les administrations publiques dominées par les écolo-socialistes.

Les conditions de travail des 22'370 employés à plein temps que compte aujourd'hui la ville de Zurich (520 de plus que l'année précédente et 5600 de plus qu'en l'an 2000<sup>31</sup>) sont plus que confortables – non seulement parce que ces postes résistent aux crises et offrent les salaires les plus élevés en comparaison avec les autres administrations publiques de Suisse, mais aussi parce qu'ils donnent droit à des privilèges supplémentaires<sup>32</sup> dont la population travaillant normalement n'ose même pas rêver:

- selon le régime en vigueur en Suisse, un salarié a droit à au moins quatre semaines de vacances dès l'âge de 20 ans. **La ville de Zurich offre 4 à 7 semaines de vacances en fonction de l'âge de l'employé. De surcroît, toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs ont droit à six jours de congé supplémentaires par an !**
- outre le premier août (jour de la fête nationale), les cantons ont le droit de fixer au maximum huit jours fériés supplémentaires. La ville de Zurich en a défini 10 au total. Mais ce n'est pas tout : les employés de la ville ont en plus droit à des demi-journées de congé pour les fêtes du "Sechseläuten" et du "Knabenschiessen" ainsi que le 24 décembre. Tout cela est offert par les contribuables auxquels on ne demande évidemment pas leur avis.
- la ville de Zurich offre une retraite anticipée à partir de l'âge de 58 ans.
- après cinq années d'engagement, puis tous les cinq ans, les employés de l'administration communale ont droit à un "congé de fidélité" non payé de quatre semaines.
- l'administration municipale vante les bonnes conditions sociales qu'elle offre à ses employés: "En tant qu'assuré à la caisse de pension de la ville de Zurich, vous profitez de prestations supérieures à la moyenne et qui dépassent en règle générale largement le minimum légal. De plus, vous bénéficiez de conditions avantageuses." Concrètement, la ville prend en charge 60% des cotisations de

---

<sup>31</sup> Daniel Fritzsche: L'administration municipale zurichoise s'accroît l'an prochain de 520 postes à temps complet. Même les Verts'Libéraux dénonce cet excès, dans: NZZ online, 6.12.2019, <https://www.nzz.ch/zuerich/stadtverwaltung-zuerich-waechst-um-520-vollzeitstellen-an-ld.1526502?reduced=true>

<sup>32</sup> "Arbeit für Zürich", éditrice ville de Zurich, juillet 2021

CP alors que la grande majorité des employeurs du secteur privé appliquent la règle 50 : 50.

- les employés de la ville profitent dans tous les restaurants affiliés d'un "chèque repas" à des conditions favorables : "On vous charge par exemple 200 francs sur votre chèque-repas, mais vous ne payez que 100 francs." Manger à moitié prix alors que nombre de contribuables doivent faire des économies pour s'offrir un repas au restaurant ?

A Winterthour également les employés municipaux bénéficient de conditions comparativement excellentes.<sup>33</sup> On peut lire ce qui suit à ce propos : "Environ 5000 collaboratrices et collaborateurs veillent à ce qu'il fasse bon vivre à Winterthour."<sup>34</sup> La ville offre à chacun de ses employés une prime annuelle allant jusqu'à 10'000 francs.<sup>35</sup>

Si Madame Claudia Nielsen (PS) ne se représente plus après avoir siégé durant huit ans au conseil municipal de Zurich, elle touche une indemnité de départ de 850'000 francs ou trois salaires annuels et demi<sup>36</sup>. Cette somme dépasse largement le montant que peuvent économiser la grande majorité des salariés durant une vie de travail pour leur prévoyance professionnelle. Encore une arnaque de la gauche aux frais de la population laborieuse.

La ville de Berne promet à ses employés une "Work-Life-Balance" optimale. On a l'impression de consulter le prospectus d'une clinique wellness privée : "Nous soutenons le travail à temps partiel et les formes de travail qui s'adaptent aux phases individuelles de la vie."<sup>37</sup> Un peu de travail à domicile, des horaires souples, du travail à temps partiel – la vie est plus que confortable dans le système féodal écolo-socialiste des villes. **Les salaires de base sont si élevés que les employés municipaux réalisent même avec un travail à temps partiel un revenu que beaucoup de salariés du secteur privé atteignent à peine avec un poste à temps complet.**

Voici un extrait des privilèges que la ville de Berne offre à ses employés<sup>38</sup>:

- l'horaire hebdomadaire est de 40 heures.
- 7 semaines de vacances sont offertes jusqu'à l'âge de 20 ans (la loi n'en prévoit que cinq). Une manière d'habituer très tôt les jeunes gens aux privilèges qu'offre un engagement dans une administration publique.

<sup>33</sup> "Wir arbeiten für Winterthur", conditions d'engagement de l'administration municipale de Winterthur, éd. service du personnel de la ville de Winterthur, 1<sup>re</sup> éd., février 2019

<sup>34</sup> "Wir arbeiten für Winterthur", conditions d'engagement de l'administration municipale de Winterthur, éd. service du personnel de la ville de Winterthur, 1<sup>re</sup> éd., février 2019.

<sup>35</sup> Marc Leutenegger: Finanzielle Zückerchen für Stadtangestellte (petits sucres financiers pour les employés de la ville), dans: Der Landbote, 15.1.2020, p. 5.

<sup>36</sup> <https://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/stadt/856-656-franken-zum-abgang/story/12441170>

<sup>37</sup> <https://www.bern.ch/themen/arbeiten-fuer-die-stadt-bern/eine-stelle-bei-der-stadt>

<sup>38</sup> <https://www.bern.ch/politik-und-verwaltung/stadtverwaltung/fpi/personalamt/was-koennen-sie-erwarten/anstellungsbedingungen>

- 4 semaines de congé de paternité, soit deux fois plus que le minimum exigé par la loi.
- 16 semaines de congé de maternité, soit deux semaines de plus que le congé offert normalement aux collaboratrices du secteur privé.

Les collaboratrices et collaborateurs de la ville de Berne profitent encore de bien d'autres avantages comme par exemple :

- une contribution financière à l'achat d'un abonnement de TP
- une contribution aux collaborateurs se déplaçant à vélo
- un abonnement de fitness TST à prix réduit
- un contrat avantageux de téléphonie mobile : deux numéros de portable privés peuvent être transférés dans le contrat-cadre de la ville de Berne (abonnement à prix réduit, tarifs SMS et appels avantageux).

Et pour couronner le tout, ils peuvent acheter du vin à prix réduit au vignoble municipal sis à La Neuveville. A votre bonne santé, camarades privilégiés !

## 8. "Big Government" ou quand la démocratie commence à basculer

L'une des caractéristiques principales du système politique suisse est que l'Etat s'est construit d'en bas. Le citoyen est le patron et l'Etat doit être svelte, subsidiaire et fédéraliste. Or, ce modèle à succès est en péril. Les centres urbains comptent de plus en plus de gens qui dépendent directement ou indirectement de l'Etat. Dans des villes comme Bâle ou Bienne plus de 10% des habitants ne financent plus eux-mêmes leur vie, car ils perçoivent durablement, parfois même sur plusieurs générations, de l'aide sociale et vivent donc aux frais de la collectivité.

De plus, de larges couches de la population sont payées ou subventionnées par l'Etat, soit les fonctionnaires, les enseignants, les professeurs, les étudiants, les travailleurs sociaux, les employés des exploitations et hôpitaux urbains, etc. La caste professionnelle des employés d'Etat a littéralement explosé. En 2020 on comptait 167'000 postes de travail aux trois niveaux de l'Etat, donc la Confédération, les cantons et les communes (sans compter les nombreux enseignants et autres employés des secteurs du social et de la santé). Ce chiffre a augmenté de plus d'un tiers en vingt ans.<sup>39</sup> Pourtant, relève à ce propos le quotidien zurichois NZZ, **l'effectif de fonctionnaires ne devrait pas croître aussi rapidement que la population en raison des économies d'échelle. Mais la situation est juste inverse à l'Etat : le nombre de fonctionnaires croît plus rapidement que la population et aussi beaucoup plus rapidement que le nombre d'employés de l'économie.**

Les coûts progressent encore plus rapidement que l'effectif des fonctionnaires. Les dépenses de personnel de la Confédération ont progressé de 50% (!) depuis l'an 2000 pour atteindre 6 milliards de francs. Le fait est que les employés de l'Etat touchent des salaires énormes. **"Les salaires bruts par poste à temps complet sont les**

---

<sup>39</sup> «<Big Government>> floriert in der Schweiz », NZZ, 4.8.2021, p. 23.

**plus élevés au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et au Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) avec une moyenne de 144'000 francs",** a calculé la NZZ. Notons que ce sont précisément ces départements qui se pressent à la porte de Bruxelles et nous prescrivent comment nous devons vivre et penser.

Les conséquences de cette dépendance croissante de l'Etat d'une forte proportion de la population ne se manifestent pas seulement dans la ville fédérale dominée par la gauche et les écologistes, mais aussi dans toutes les autres grandes concentrations de profiteurs de l'Etat. Lorsque plus de la moitié de la population ayant le droit de vote vit directement ou indirectement de l'Etat, la démocratie risque de basculer. Le contrôle critique des citoyens libres disparaît progressivement si bien que les dépenses et le pouvoir de l'Etat se développent sans limite. Voilà un terreau extrêmement favorable aux projets de gauche. Et comme gauche égale toujours plus d'Etat, la spirale négative s'accélère. Des réformes libérales qui remettent l'Etat à sa place et qui sauvegardent la liberté des citoyens responsables sont quasiment impossibles dans ces conditions. Le résultat de ce développement est forcément un "big government", donc un Etat omniprésent qui intervient massivement dans tous les domaines de la vie des citoyens.

## 9. La complicité des médias

Celles et ceux qui s'étonnent de ce que les dysfonctionnements graves et l'agressive mise sous tutelle des citoyens dans les villes dominées par les écolo-socialistes ne fassent pas l'objet de discussions plus larges et de critiques trouveront une réponse dans les médias. La grande majorité des journalistes évoluent dans la même bulle lifestyle socialiste que les élites urbaines. Diverses études sur les convictions politiques des journalistes arrivent à un résultat clair et net : la grande majorité d'entre eux se situe à gauche.<sup>40</sup> Alors que l'UDC est de loin le parti comptant le plus d'électeurs au niveau suisse, la situation est juste inverse chez les faiseurs d'opinion et les multiplicateurs médiatiques : l'UDC vient au dernier rang de tous les partis **politiques dans la faveur des journalistes.**

**Les journalistes de la SSR, dont les trois quarts (!) se déclarent eux-mêmes comme appartenant à la gauche, ne se distinguent guère de leurs collègues des médias privés. L'éventail des opinions est très étroit et penche nettement à gauche.** Ce constat est confirmé par les importantes votations populaires : aucun grand média n'a pris position pour l'initiative contre l'immigration de masse, aucun ne s'est engagé contre la loi sur le CO2.

Les principales maisons d'édition se situent dans les grandes villes, la majorité d'entre elles à Zurich, ville dominée par les écolo-socialistes. Les journalistes pratiquent le même style de vie et évoluent dans les mêmes cercles que les fonctionnaires et politiciens. Rien d'étonnant dans ces conditions qu'ils manquent d'esprit critique et se

---

<sup>40</sup> <https://www.tagesanzeiger.ch/sonntagszeitung/fast-drei-viertel-aller-srgjournalisten-sind-links/story/17411512>.

<https://www.bazonline.ch/leben/gesellschaft/journalisten-sind-gruen-und-links/story/17603575>. <https://medienwoche.ch/2011/10/13/welche-parteien-die-journalisten-lieben/>.

contentent de célébrer leurs préférences politiques concordantes. Cette complicité au niveau du pouvoir aggrave le problème et assure la longévité de la bulle écolo-socialiste de luxe.

## 10. Conclusion et exigences

L'analyse des actuels foyers du conflit villes-campagne en Suisse débouche sur une conclusion alarmante : les centres urbains dominés par la gauche et les écologistes profitent massivement et par divers canaux de paiements de transfert des populations campagnardes. **Parallèlement la politique écolo-socialiste inspirée d'une idéologie toujours plus radicale, dictatoriale et multipliant les prescriptions et les interdictions restreint massivement la liberté et la responsabilité individuelle des citoyens.**

Ce développement doit être stoppé, car il mine les valeurs fondamentales bourgeoises et libérales de la Suisse et la cohésion de la population au-delà des régions et des différences sociales. Le plus choquant dans cette affaire est que les habitants des campagnes sont forcés de cofinancer pour une bonne part le style de vie décadent de la gauche de luxe urbaine.

Voici un aperçu des principaux constats de ce document stratégique :

- dans les grandes villes de Suisse, la domination des forces écolo-socialistes est quasi illimitée. Neuf des dix plus grandes villes de Suisse ont un gouvernement écolo-socialiste reposant sur une confortable majorité.
- cette monoculture politique favorise la mentalité self-service et les copinages des milieux écolo-socialistes et soutient la croissance de leur clientèle dépendante de l'Etat.
- l'idéologie des socialistes de luxe et des écologistes donneurs de leçons dans les villes est en opposition flagrante avec les conceptions politiques des habitants des campagnes. Les régions rurales respectent les valeurs traditionnelles bourgeoises et libérales qui sont autant de facteurs de succès de la Suisse. La liberté et la responsabilité individuelle comptent dans ces milieux. Les centres urbains, en revanche, se montrent toujours plus intolérants comme en témoigne leur attitude face à la pandémie de Covid-19, leur folie climatique et leur "cancel culture". La stratégie climatique et énergétique développée par la ville de Lucerne est un bel exemple de la manière dont les municipalités écolo-socialistes cherchent à rééduquer les habitants moyennant un flot de restrictions, de prescriptions et d'interdictions.
- les villes profitent largement des communes villageoises et des habitants des campagnes.
- **les habitants des villes paient beaucoup moins d'impôts que le montant qui serait nécessaire pour couvrir les prestations publiques dont ils bénéficient. Une grande partie de ce découvert est assumée par la population des campagnes moyennant la péréquation financière cantonale.**

- les contribuables de la campagne sont plus enclins à l'effort économique que ceux des villes. Via l'impôt cantonal sur les personnes physiques, la population campagnarde subventionne massivement la population urbaine.
- les communes campagnardes subventionnent également les villes via la compensation des charges de centre. A l'exemple de la ville de Berne décrit plus haut, les villes recourent à toutes sortes d'astuces pour ponctionner toujours plus la population des campagnes.
- la construction de logements sociaux et la garde extrafamiliale des enfants sont surtout l'affaire des villes. La ville de Zurich dépense dix fois plus que les autres communes du canton pour ses institutions d'accueil de jour des enfants et les crèches !
- les grandes villes sont des hydres dont les dépenses sont un multiple de celles des autres communes. Preuve en est par exemple l'aide sociale : la quote-part de l'aide sociale est deux fois plus élevée, voire davantage, dans les villes que dans les communes campagnardes.
- les institutions éducatives et culturelles des villes doivent être payées par tous, mais elles s'orientent principalement selon les préférences de la jet-set urbaine et son idéologie écolo-socialiste et libérale de gauche.
- la monoculture politique des grandes villes favorise les dysfonctionnements et les copinages. Les arrogantes élites urbaines ont tendance à considérer la caisse de la ville comme un self-service (voir l'affaire Rodriguez et la débâcle du service de déchetterie de la ville de Zurich ou encore l'affaire des transports publics de Lucerne).
- de plus en plus d'habitants des grandes villes vivent directement ou indirectement de l'Etat. Ce développement est dangereux, car cette dépendance croissante de l'Etat empêche presque complètement des réformes libérales. Les dysfonctionnements et les abus dans les domaines du social et de l'asile ne seront jamais corrigés dans ces conditions. Quand le système politique ne peut plus être réformé, la démocratie menace de basculer.
- les médias mainstream et les grands groupes médiatiques de Suisse soutiennent l'idéologie écolo-socialiste, car la grande majorité des journalistes se situe également à gauche et évolue dans la même bulle lifestyle urbaine que les élites des villes.

Pour réduire l'influence nocive que les villes écolo-socialistes exercent sur la culture politique libérale de la Suisse et imposer plus d'équité et de transparence dans les rapports villes-campagnes, l'UDC formule les exigences suivantes :

- imposer la vérité des coûts et des impôts dans les rapports entre les citoyens et les habitants des campagnes ;
- biffer ou diminuer la compensation socio-démographique des ressources dans la péréquation financière nationale. Lesdites "charges de centre" sont historiquement dépassées et doivent être mises en balance avec les avantages des centres. **En réalité, les "charges de centre" servent de prétexte aux**

**gouvernements urbains écolo-socialistes pour continuer de financer leur clientélisme et faire déborder l'Etat social au lieu de combattre les abus et de définir des incitations positives ;**

- le calcul et la répartition des sièges au Conseil national doivent se baser sur la population ayant droit de vote et non pas sur la population résidente permanente ;
- les centres urbains doivent être considérés comme des régions de primes indépendantes pour éviter que la population campagnarde soit de surcroît contrainte de financer via les primes d'assurance-maladie les dépenses de santé beaucoup plus élevées des villes ;
- mettre au concours le chef-lieu cantonal : l'administration cantonale est attribuée à la commune qui peut mieux l'assumer que la capitale en termes de coûts et de transport (interventions parlementaires, initiatives populaires cantonales) ;
- délocaliser certaines branches de l'administration parce que les salaires de la ville sont plus élevés, les transports plus difficiles et aussi parce que les villes dominées par les écolo-socialistes se barricadent de plus en plus ;
- introduire une "majorité de district" – par analogie à la majorité cantonale dans les votations constitutionnelles fédérales – pour toutes les votations cantonales sur des objets concrets. Cette réforme est justifiée parce que les districts de campagnes contribuent généralement beaucoup plus aux coûts des projets que les villes (initiatives populaires cantonales) ;
- désincorporer les communes urbaines : depuis des décennies des communes campagnardes indépendantes sont incorporées dans les villes. Ces villages incorporés ont fréquemment une capacité financière plus élevée et se situent politiquement plus à droite que les centres urbains. La désincorporation redonnerait aux anciennes communes indépendantes l'autonomie et la souveraineté budgétaire dont elles bénéficiaient auparavant (interventions dans les parlements des villes) ;
- introduire un système à deux chambres au niveau cantonal : la chambre du canton continue comme jusqu'ici de représenter le peuple. Elle est complétée par un nouvel organe composé d'à chaque fois deux représentants par district (système comparable au Conseil des Etats au niveau fédéral) ;
- distribuer des bons culturels aux contribuables. Ces derniers peuvent ainsi décider eux-mêmes quel genre de culture ils entendent financer avec leurs impôts.
- faire participer équitablement les cyclistes au financement des transports (interventions cantonales) ;
- mettre fin aux naturalisations de masse pratiquées dans les villes ;
- ouvrir un débat sérieux sur la formation de demi-cantons campagnards ; Corriger le mainstream médiatique écolo-socialiste (soutenir le référendum "non aux médias d'Etat")